

Non à l'effondrement inacceptable des hôpitaux ! Assez d'hypocrisie! Nous exigeons des moyens et des postes tout de suite !

FO Santé dénonce la campagne de communication du gouvernement via les directions d'établissement tendant à culpabiliser les citoyens d'accéder à l'Hôpital Public et ses services d'urgences au lieu de mettre en place tous les moyens matériels et humains nécessaires en termes de lits et postes et permettre ainsi l'accès aux soins pour tous !

Inacceptable de lire une affiche à l'entête du CH de Saint Nazaire où il est écrit : « *Préférez un bain de foule à la plage plutôt qu'aux urgences de l'Hôpital* » ou encore : « *Accès aux soins : adoptez les bons réflexes !* » et que d'autres affiches de ce type fleurissent ici et là dans les hôpitaux en France.

Inacceptable cette campagne, qui découle d'une volonté du gouvernement de limiter l'accès à l'hôpital pour la population, où chacun est prié de prendre ses responsabilités, et de définir si son état de santé nécessite ou non une prise en charge urgente... Cela revient à augmenter les risques de pertes de chance pour la population car c'est bien à un médecin avec l'aide d'exams complémentaires disponibles dans les hôpitaux que revient cette capacité d'analyse.

Non les patients ne viennent pas aux urgences par plaisir. M. Braun oublie vite que près de 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant, et que 12 % de la population vit dans un désert médical.

Dans les Pays de la Loire par manque de soignants, de nombreux services d'urgences sont partiellement ou totalement fermés comme toutes les urgences de Vendée accessibles uniquement via le 15 entre 23h et 8h30, ou comme à Ancenis, au Bailleul, à Chateaugonthier, à Laval... Plus de 1300 lits sont fermés cet été en psychiatrie, en médecine, en chirurgie, en soins intensifs réduisant les possibilités pour hospitaliser les patients qui attendent des heures voire des jours dans les couloirs des urgences. Les urgentistes du CHU d'Angers sont en grève, non pas pour exiger de la population qu'elle ne vienne pas aux urgences, mais pour avoir des lits d'aval pour les patients et des recrutements pour les plus de 10 postes vacants!

Plans blanc réactivés ici et là comme au Mans ou à Laval, effectifs dégradés, passages en 12h, rappels sur repos, propositions de prime pour ne pas prendre ses congés sont le lot quotidien des hospitaliers. Les déprogrammations d'interventions se multiplient comme à Saumur où toute l'activité de chirurgie non urgente est déprogrammée.

Dans les EHPAD la situation est identique. Dans un courrier aux familles des résidents daté du 24 juin, la direction régionale du groupe VYV, qui gère 27 EHPAD, leur demande de venir bénévolement faire « *l'entretien de locaux collectifs, l'aide au service à table, le pliage du linge, la plonge* » afin de déployer selon leurs propos « une organisation estivale et responsable »...

Les gouvernements successifs ont organisé ce chaos. Ils ont limité le nombre de soignants médicaux et paramédicaux formés chaque année avec des quotas et des numerus clausus créant ainsi la pénurie. Ils ont fermés des centaines de milliers de lits, 17 500 rien que sur le dernier quinquennat. Ils ont mis en place l'ONDAM (1), cette enveloppe limitative et de contrainte de financière qui asphyxie les hôpitaux au nom de la réduction des dépenses publiques. Tout en laissant plus d'un soignant sur cinq venir travailler en étant positif au Covid, le gouvernement Macron en a suspendu des milliers qui pourraient, sur simple décision, revenir travailler dans les services.

Dans les 41 mesures de sa mission flash, M. Braun, n'a pas eu un seul mot sur les lits, les effectifs et l'urgence de former des milliers de soignants préférant resservir la même recette de ces 5 dernières années: Incitation aux heures supplémentaires, rappel des retraités, majoration dérisoire de la rémunération des heures de nuit entre 19 et 25 euros la nuit, renforcement la télé-médecine, autorisation de la suspension d'activité de services d'urgences ...

ça suffit ! le ministère doit, sans attendre, répondre aux revendications:

- Non à l'organisation du tri des patients, aux consignes pour ne plus venir aux urgences
- Des lits et des postes pour les services
- un plan massif de formation de médecins et de paramédicaux
- la réintégration de tous les suspendus
- l'augmentation générale des salaires

FO Santé soutient toutes les initiatives décidées par les agents dans les établissements. Devant une telle situation, FO appelle à préparer la mobilisation d'ensemble des personnels avec leurs syndicats, dans l'unité, pour mettre en échec cette politique dramatique pour la population et obtenir tout de suite des moyens et des postes.

Angers, le 21 juillet 2022

(1) ONDAM: Objectif Nation des dépenses d'assurance maladie fixé chaque année par le gouvernement depuis les ordonnances Juppé de mai 1996